



# Le second congrès de l'Internationale Communiste

## Un succès dans la mise en place

Le second congrès de l'Internationale Communiste s'est tenu à Saint-Pétersbourg le 19 juillet, puis à Moscou du 23 juillet au 7 août 1920. C'était là concrétiser le mouvement lancé au premier congrès, ce que l'Internationale Communiste voyait comme un succès total, puisque l'objectif était la formation de Partis Communistes partout dans le monde, sur la base de la rupture avec la IIe Internationale, l'ancienne Internationale des forces social-démocrates, d'où viennent les bolcheviks russes eux-mêmes.

Sur ce point, une véritable dynamique était enclenchée et connaissait des succès. Dans les faits, l'Internationale Communiste se positionnait comme un véritable centre de gravité politique, vers lequel il fallait, d'une manière ou d'une autre, se tourner quand on était lié à la classe ouvrière.

Cela se lit dans une présence de délégués d'origine très variée.

On a la Corée (1 délégué), la Turquie (3 délégués), le Mexique (2 délégués), la Yougoslavie (1 délégué), la Géorgie (5 délégués), le Danemark (2 délégués), la Belgique (1 délégué), la Chine (2 délégués consultatifs seulement), l'Inde (2 délégués consultatifs seulement), l'Italie (4 délégués ainsi que 5 délégués consultatifs seulement), l'Angleterre (6 délégués), les États-Unis (six délégués), la Pologne (1 délégué), l'Arménie (2 délégués), l'Azerbaïdjan (1 délégué), la Bulgarie (3 délégués), la Suède (2 délégués), l'Australie (2 délégués consultatifs seulement).

On a les Pays-Bas (2 délégués), l'Estonie (2 délégués), la Finlande (6 délégués ainsi que 2 délégués consultatifs seulement), l'Allemagne (6 délégués du KPD, 7 délégués consultatifs seulement de l'USPD), la France (5 délégués du Comité de la IIIe Internationale, ainsi que 2 délégués de la Jeunesse et 3 délégués consultatifs seulement), l'Irlande (5 délégués), la Lettonie (5 délégués), la Lituanie – Biélorussie (2 délégués), la Suisse (5 délégués), la Norvège (8 délégués).

On a l'Autriche (4 délégués), la Galicie orientale (3 délégués), la Perse (1 délégué ainsi que 2 délégués consultatifs seulement), l'Espagne (1 délégué), la Tchécoslovaquie (3 délégués, ainsi que 2 délégués consultatifs seulement), la Hongrie (4 délégués et 5 délégués consultatifs seulement), et enfin, bien sûr, la Russie (67 délégués et 4 consultatifs seulement).

C'est là un indéniable succès sur le plan international, comparé au premier congrès. Cela complique évidemment d'autant plus les modalités des votes effectués.

Concrètement, cela donne 167 délégués pouvant voter, 51 dont l'expression n'est que consultative.

Des 167 voix, 124 relèvent de Partis Communistes déjà constitués et 12 d'organisations de jeunesse, soit 31 de structures seulement proches ou très proches du communisme.

## **La tenue et l'esprit du congrès**

Les conditions de la tenue du deuxième congrès de l'Internationale Communiste furent extrêmement difficiles, car la Russie soviétique connaissait un blocus international.

Trouver des traducteurs et des secrétaires pour noter les discours était ardu ; seulement deux dactylos furent trouvés en allemand, un en français, aucun en anglais. Rien que pour déchiffrer les notes du congrès, il fallut deux mois.

Les votes effectués concernent les orientations générales, qui sont débattues au congrès avec des intervenants donnant leur point de vue. Ces orientations générales sont :

- travaillées en amont dans des commissions, qui formulent un texte d'orientation servant de base de discussion ;
- retournées aux commissions concernées pour l'écriture d'une version finale.

Les commissions sont composées de délégués de tous les pays ; leurs thématiques sont les suivantes :

- le mouvement syndical ;
- le parlementarisme ;
- la question agraire ;
- les tâches de l'Internationale ;
- la question coloniale et nationale ;
- les conditions d'adhésion.

Lénine est lui-même membre de plusieurs commissions : celle sur la question agraire, celle sur les tâches de l'Internationale, celle sur la question coloniale et nationale.

Le ton est résolument offensif. Zinoviev, qui préside l'Internationale Communiste souligne l'importance d'une structure clandestine, il explique l'importance de combattre les syndicats jaunes, y compris de manière armée, etc.

Dès la première session du congrès, il explique la situation et l'ambition du mouvement :

« L'effondrement de la seconde Internationale [des sociaux-démocrates refusant la révolution russe] reflète l'effondrement de l'ordre bourgeois lui-même. C'est le pivot autour duquel tout se tourne.

Nous avons battu la seconde Internationale, parce que « le crépuscule des dieux » du capitalisme a commencé.

Nous avons battu la IIde Internationale parce que la bourgeoisie ne peut et ne pourra liquider nulle part dans le monde entier le testament de la guerre impérialiste. »

Dans un discours le dernier jour, le 7 août 1920, il dit même que le second congrès qui se termine est le précurseur d'un autre congrès mondial, celui des républiques soviétiques à l'échelle de planète.

Cette vision est clairement urgentiste et sera remise en cause par la suite ; ainsi le IIIe congrès de l'Internationale Communiste n'adoptera pas le point de vue comme quoi la IIde Internationale était totalement écrasée.

Cependant, la clef de l'attitude de l'Internationale Communiste face aux questions, c'est qu'il est considéré qu'il y a une crise générale du capitalisme. Au départ, c'est Eugen Varga qui fut chargé d'établir une analyse approfondie de ce phénomène, avec ses conséquences. L'idée générale, c'est que le capitalisme ne parvient pas à se remettre de la guerre mondiale. Il surmonte certains aspects, mais il reste prisonnier de tels problèmes qu'il va à son effondrement.

Lénine intervient de fait au tout début du congrès, pour faire un long exposé de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme. Il souligne qu'il ne faut pas être unilatéral : il ne s'agit pas de dire que la bourgeoisie n'a plus d'issue, car celle-ci peut forcer le cours des choses sur plusieurs aspects encore.

L'Internationale Communiste se réunit justement, selon Lénine, comme preuve historique que la bourgeoisie ne sera pas en mesure de le faire ; Lénine pose en fait une alternative historique. D'où son exigence que d'authentiques Partis Communistes soient formés, pour profiter de la crise révolutionnaire.

## **La question de la formation des Partis Communistes**

Le grand souci du second congrès de l'Internationale Communiste n'était pas les problèmes d'organisation, bien que ceux-ci aient été très importants.

Ce qui était la vraie problématique de l'Internationale Communiste, c'était son succès. Tout le monde savait bien que pour sa première année d'existence, l'Internationale Communiste n'avait été qu'un outil propagandiste.

La situation était désormais modifiée et le fait de vouloir la rejoindre était devenue une tendance irrépressible dans le mouvement ouvrier. Il ne s'agissait plus de savoir si l'Internationale Communiste allait être rejointe par de très nombreuses organisations, mais comment celle-ci allait gérer toutes les adhésions et ensuite sa propre organisation.

Autant les courants droitiers cherchant à la rejoindre pour gagner en prestige étaient facilement identifiables, autant la situation était plus compliquée avec les courants gauchistes.

Pour ces derniers, à l'activisme il est vrai important, un Parti Communiste n'était rien d'autre qu'un rassemblement des éléments les plus volontaires dans une sorte de super comité révolutionnaire aux contours très lâches et se fondant avec la révolution une fois celle-ci lancée.

On l'aura compris : l'Internationale Communiste faisait face d'un côté à ceux n'ayant pas assez rompu avec la social-démocratie telle qu'elle a existé dans le passé, et ceux ne venant pas de la

social-démocratie mais véhiculant des préjugés et illusions de type syndicaliste révolutionnaire, voire anarchiste.

Zinoviev, lors du congrès, résume la situation dans les partis sociaux-démocrates de la manière suivante :

« Nous avons la même division tripartite du mouvement dans chaque pays :

1. une droite expressément opportuniste, qui est maintenant le soutien le plus important de la bourgeoisie ;
2. un milieu plus ou moins affirmé, le marais, le centre, qui est également le soutien de l'ordre bourgeois ;
3. une gauche, qui est plus ou moins clairement communiste ou au moins penche vers le communisme. »

La position n'était toutefois pas de battre la droite en neutralisant le centre, mais d'organiser la fracture à partir de la gauche. Au second congrès de l'Internationale Communiste, il y a encore l'esprit d'urgence par rapport à la vague de la révolution mondiale faisant vaciller les pays capitalistes d'Europe.

Ainsi, malgré cette situation difficile, la perspective affirmée est triomphaliste. Il est alors considéré que la révolution mondiale engloutirait l'Europe d'ici deux, trois années. Surtout, il était considéré que la révolution d'Octobre avait ébranlé la domination sur les pays coloniaux ou semi-coloniaux, que par conséquent l'Inde et la Chine s'ébranleraient bientôt, faisant pencher - de par leur exigence démocratique - la balance de manière définitive du côté de la révolution mondiale.

Il était considéré par l'Internationale Communiste, et cela de manière très claire, que les rapports économiques entre l'Europe et les colonies étaient devenus la base même du capitalisme.

Cela allait donc également avec la dénonciation de tout l'appareil syndical et politique ouvrier devenu corrompu de par la stabilité capitaliste profitant de ces rapports. L'objectif double de l'Internationale Communiste est alors de :

- former une nouvelle génération de cadres communistes ayant la prise du pouvoir par l'insurrection comme objectif ;
- établir une démarche saine, rompant avec les traditions réformistes se maintenant de par la corruption due à l'exploitation des pays dominés.

Pour ce faire, l'Internationale Communiste mit en place des conditions d'appartenance à sa structure, ce qui rendit le second congrès très célèbre, les 21 conditions se posant comme la ligne de démarcation entre socialistes et communistes.

## **Les exigences sur le plan de l'organisation**

Consciente de sa force grandissante relevant d'une tendance de fond, l'Internationale Communiste posait ses exigences. Elle profitait ici du fait d'avoir réussi à se fonder au premier congrès, forçant à une prise de position qui soit nette.

Elle savait cependant qu'un travail gigantesque était à mener. Les choses allaient vite, étaient nombreuses et il n'y avait pas un regard adéquat à ce sujet, sans même parler d'une organisation apte à saisir le mouvement. Zinoviev résuma cet aspect en disant :

« Nous avons maintenant chaque jour, chaque heure des grèves économiques, dont nous ne savons même qu'elles ont eu lieu. D'une telle centrale [dirigeant chaque grève, comme dans la première Internationale], il ne peut être question, justement parce que le mouvement a si énormément grandi. »

Pour cette raison, l'Internationale Communiste fut très attentive à imposer une approche bolchevique, avec un esprit de conséquence à la mesure des exigences de l'époque. Zinoviev donne un exemple significatif de l'approche qu'avaient de nombreux partisans de l'entrée dans l'Internationale Communiste :

« J'ai encore lu certaines affirmations de différents réformistes « de gauche » dans la « Revue » des camarades français, comme par exemple Claude Trèves.

Trèves est pour qu'on rentre tout de suite dans l'Internationale Communiste, mais sous la condition que l'on ait pas le besoin de se lier et qu'il n'y ait pas de mots d'ordre pour les pays en particulier.

Le sens de cela, c'est qu'ils veulent entrer tout de suite, mais sans se lier et avec une telle « autonomie », que ces gens continueraient de faire comme avant.

Le plus fort, c'est monsieur Modigliani, un « aussi-socialiste » italien, qui l'a formulé. Il est maintenant formellement un membre de l'Internationale Communiste, mais il n'est pas un camarade pour nous.

Il était récemment à Paris et voulait amener Longuet à rentrer dans l'Internationale Communiste, et il a motivé cela de la manière suivante : pourquoi ne pas rentrer dans l'Internationale Communiste ? Cela ne nous engage à rien. On doit simplement envoyer une carte postale à l'Exécutif toutes les deux semaines. C'est tout. Pourquoi ne pas le faire ? »

On reconnaît bien ici que, à l'arrière-plan, ce sont les communistes de l'URSS qui donnent le ton et qui fournissent la base idéologique pour la mise en place des institutions de l'Internationale communiste.

D'ailleurs, celle-ci exigeait désormais que chaque Parti envoie un délégué présent de manière permanente auprès du Comité Exécutif. Ce dernier se posait toujours plus comme un véritable état-major de la révolution mondiale, cherchant à structurer les troupes de sympathisants pour en faire une véritable armée. Telle est l'identité fondamentale des débuts de l'Internationale Communiste.

L'introduction du congrès, rédigé par le président du Comité Exécutif, Zinoviev, et son secrétaire, Radek, le soulignait par ailleurs :

« Le premier congrès de l'Internationale Communiste a planté le drapeau du communisme. Aujourd'hui, des millions d'ouvriers conscients se situent déjà sous cette bannière.

Il s'agit maintenant plus de propagande des idées communistes. Ce qui s'ouvre maintenant, c'est l'époque de l'organisation du prolétariat communiste et de la lutte immédiate pour la révolution communiste. »

## Les complications

On a un très bon aperçu des complications du second congrès si on porte le regard sur ceux nommés à la présidence du second congrès. Il s'agit de :

- l'Allemand Paul Levi,
- le Français Alfred Rosmer
- l'Italien Giacinto Menotti Serrati,
- les russes Lénine et Zinoviev.

Alfred Rosmer est typique de tout un esprit français pro-communiste après 1918. Il vient de l'anarchisme puis est passé dans le camp du syndicalisme révolutionnaire, voyant en la révolution russe une concrétisation inattendue de ses idéaux. Il finira par rompre au milieu des années 1920 avec le mouvement communiste, pour se tourner vers le trotskysme, dans un esprit syndicaliste révolutionnaire.

Paul Levi fut l'un des fondateurs du mouvement communiste allemand aux côtés de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht et il en devint même le dirigeant au moment du second congrès. Mais il capitule très rapidement et rejoint dès 1922 les socialistes, qui pourtant avaient écrasé les spartakistes.

Giacinto Menotti Serrati est une personnalité très différente des deux autres, qui capitulèrent. En effet, il a une véritable réflexion de fond qu'il assume et il y a de très grandes incompréhensions lors des débats.

On lui reproche ainsi de tutoyer dans ses messages des dirigeants socialistes d'orientation réformiste, ce à quoi il répond tout simplement qu'en Italie, les socialistes se tutoient tous, n'y voyant donc pas malice, alors que pour les communistes de Russie cela semblait un insupportable copinage.

Un autre exemple est que Giacinto Menotti Serrati considérait que Filippo Turati, aussi réformiste et opportuniste qu'il était, s'était opposé à la première guerre mondiale (en fait seulement jusqu'en 1917), et que par conséquent, il fallait avoir un regard approfondi et circonspect.

On ne sera pas étonné que Lénine lui reprocha par conséquent au congrès un certain sentimentalisme.

La différence complète de style se révèle aussi dans cette anecdote : Giacinto Menotti Serrati expliqua qu'on ne disposait pas de « sincéromètre » pour évaluer la sincérité des partis désireux de rejoindre l'Internationale Communiste. Ce fut pas moins que Lénine qui intervint alors pour lui dire qu'on le trouverait !

La question qu'il y a l'arrière-plan est dans l'évaluation de la situation couplée aux exigences de structuration rapide. Giacinto Menotti Serrati est ici à rebours de l'Internationale Communiste. Pour lui, la prise en considération des conditions concrètes de chaque pays doit être déterminante et prime sur la formation de Partis Communistes à court terme.

À ses yeux, l'USPD allemande a une base de masses dans un pays connaissant des troubles révolutionnaires : on peut en attendre quelque chose. Pour la France et ses socialistes, c'est le contraire.

Pour la même raison, Giacinto Menotti Serrati s'opposera à la formation pour lui trop précoce d'un Parti Communiste en Italie. Le III<sup>e</sup> congrès le considérera pour cette raison comme un renégat – mais lui et ses « maximalistes » socialistes rejoindront bien finalement le Parti Communiste formé en Italie, et il sera même leur délégué au IV<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste.

## **La question du style de travail communiste**

Le second congrès de l'Internationale Communiste dresse toute une série de constats. Il ne s'agit pas vraiment d'évaluations, celles-ci n'émergeant que par la suite dans les grandes débats des congrès suivants. Le second congrès soupèse la situation et tranche directement, car le contexte n'est pas celui où il faut voir comment fonctionne un appareil communiste pour éventuellement rectifier le tir, mais celui où il faut constituer des Partis Communistes.

Or, il y avait sur ce plan de nombreux soucis. La section suédoise n'avait pas encore pris la dénomination de communiste et tolérait une droite ; la section norvégienne intégrait des sections syndicales entières et acceptait ouvertement les tendances de droite.

En Italie, Filippo Turati paraissait en tant que socialiste tout en exprimant ouvertement ses points de vue droitiers, alors qu'officiellement il relevait de l'Internationale Communiste puisque appartenant à sa section italienne. Cette dernière n'a par ailleurs pas encore changé de nom et reculait même devant cette nécessité, cherchant une option « socialiste-communiste ».

En Allemagne, l'USPD sympathisante avait dans ses rangs Karl Kautsky et le souci était non pas tant lui-même, politiquement fini, que le kautskysme comme tendance social-pacifiste convergeant avec l'impérialisme.

Tout cela, somme toute, met les communistes russes hors d'eux, puisqu'ils veulent former des avant-gardes organisés et structurés. Cependant, ils savent que la situation est délicate, car la rupture doit se faire avec un mouvement d'entraînement à la base, en direction du communisme, et sans céder aux courants droitiers qui sont forts, en particulier dans les appareils.

Boukharine prend ainsi les parlementaires et s'aperçoit que pour l'USPD allemande, tout comme pour les partis français, italien, norvégien... seule une toute petite minorité est pour l'Internationale Communiste, la majorité étant centriste et l'aile droite étant carrément forte.

C'est là un obstacle dans la rupture avec le style social-démocrate devenu décadent, sans oublier que c'est grave pour l'Italie, puisque le Parti appartient déjà à l'Internationale Communiste.

À ce problème avec la droite s'ajoute le problème avec les gauchistes. Ceux-ci ont une base

idéologique de type syndicaliste révolutionnaire, avec comme principaux représentants les syndicalistes britanniques et américains, ainsi que l'Italien Amadeo Bordiga.

Ils refusent catégoriquement le parlement, considérant cette forme sociale comme dépassée et les parlementaires comme l'expression, dans tous les cas, de la contre-révolution. Le Britannique Willie Gallacher cite l'exemple anglais comme typique pour lui de l'impossibilité d'aller au parlement, mentionnant le comportement de John Maclean, qui dans les discours racontent qu'il est bolchevik et veut renverser le parlement, et au parlement qu'il n'est pas bolchevik.

Lénine dénoncera ce qui est pour lui une posture ; il intervient ainsi directement pour critiquer les affirmations d'Amadeo Bordiga :

« Le camarade Bordiga a visiblement voulu défendre ici le point de vue des marxistes italiens, mais il n'a néanmoins répondu à aucun des arguments avancés par d'autres marxistes en faveur de l'action parlementaire.

Il a reconnu que l'expérience historique ne se crée pas artificiellement. Il vient de nous dire qu'il faut reporter lutte dans un autre domaine. Ignorerait-il que toute crise révolutionnaire s'accompagne d'une crise parlementaire ?

Il a dit, c'est vrai, qu'il faut reporter la lutte dans un autre domaine, dans les Soviets. Mais il a reconnu lui-même qu'il n'est pas possible de créer artificiellement des Soviets. L'exemple de la Russie prouve qu'on ne peut les organiser que pendant la révolution ou bien juste à la veille de la révolution.

Du temps de Kérénski, les Soviets (les Soviets menchéviks) étaient organisés d'une telle manière qu'ils ne pouvaient en aucune façon constituer le pouvoir prolétarien.

Le parlement est un produit du développement historique, que nous ne pouvons éliminer tant que nous ne sommes pas suffisamment forts pour dissoudre cette institution bourgeoise.

Ce n'est qu'en en faisant partie que l'on peut, partant des conditions historiques données, lutter contre la société bourgeoise et le parlementarisme. Le moyen dont la bourgeoisie se sert dans la lutte doit être aussi utilisé par le prolétariat, dans des buts tout autres évidemment. Vous ne pouvez pas affirmer qu'il n'en est pas ainsi, et, si vous voulez le contester, vous devez effacer l'expérience de tous les événements révolutionnaires du monde. »

Lénine a en cela le grand soutien des Bulgares. Schablin, délégué du Parti Communiste de Bulgarie, justifie la thèse de Lénine : dans son pays, les communistes ont réussi historiquement à faire dans le Parlement une base d'agitation. En 1914, trois députés opposés à la guerre furent mis en prison, alors que des centaines de militants furent fusillés.

Et entre 1919 et 1920, malgré la terreur, le nombre de députés communistes passa de 47 à 50, soit 120 000 voix en 1919 et 187 000 en 1920. La bourgeoisie fut obligée, afin de trouver une majorité, d'enlever leur mandat de député à 9 communistes. Lénine a donc raison d'exiger une analyse concrète de la situation particulière sur la base de la tendance générale (qui est la révolution mondiale) et de ne pas faire de l'anti-parlementarisme un marqueur identitaire.



## Incompréhensions et désaccords

Ce qui se joue en fait lors du second congrès de l'Internationale Communiste, c'est toute une lecture du communisme. Le second congrès témoigne ici d'un profond malentendu chez certains, d'une parfaite compréhension de ce qui se passe pour d'autres.

Les délégués hongrois avaient ainsi parfaitement compris le bolchevisme et la Russie soviétique, s'appuyant sur leur propre expérience. Il en va de même pour les Bulgares. En fait, leur propre parcours les amenait à cela.

Cependant, d'autres arrivaient avec des conceptions totalement étrangères au bolchevisme, et ayant plaqué leur propre lecture des choses sur l'Internationale Communiste, ils formulaient des points de vue au mieux étonnants, au pire ahurissant.

Ainsi, le KAPD – Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne – demandait son adhésion à l'Internationale Communiste, alors qu'en même temps il considérait que le Parti Communiste devait se dissoudre dans les soviets, les conseils.

L'Espagnol Ángel Pestaña, du syndicat communiste libertaire CNT, défendit le syndicalisme contre la primauté du Parti, affirmant même que ce n'est pas le Parti qui a organisé l'armée rouge, car la révolution française montrerait qu'on a toujours comme allant de soi un parti et une armée dans une situation de crise. Ángel Pestaña resta donc communiste libertaire mais fonda ensuite un « Parti syndicaliste » possibiliste communiste libertaire qui participa au Front populaire.

L'Allemand Augustin Souchy mit pareillement en avant le syndicalisme révolutionnaire, et le Britannique Jack Tanner, du mouvement syndicaliste anti-parlementaire des Shop Stewards, rejeta que la Russie soviétique puisse servir de modèle à tous les pays :

« Ce qui se passe en Russie en ce moment ne peut pas être le modèle type pour tous les pays. En Angleterre par exemple, la situation est en général tout à fait différente de la situation comme celle en Russie avant la révolution.

Les Shop Stewards comprennent la dictature du prolétariat différemment d'en Russie. Ils la comprennent comme la dictature d'une minorité, comme celle représentée par les Shop Stewards. »

Augustin Souchy revint à un anarchisme primaire, Jack Tanner rejoignit les communistes mais simplement quelques mois, afin de repasser au syndicalisme pur et dur.

Cette mentalité était typique d'une ultra-gauche marginalisée, coupée de la social-démocratie historique, proche de l'anarchisme mais plus d'esprit syndicaliste révolutionnaire, qui avait une lecture idéaliste du bolchevisme. En France s'était fondé en mai 1919 un « Parti Communiste » sur cette base, qui devint dès décembre une « Fédération communiste des soviets » ne durant que quelque temps.

Toutefois, les communistes russes firent de réels efforts pour amener tous ces gens à faire un saut qualitatif en direction du bolchevisme, considérant que leur volontarisme représentait une certaine valeur, l'expression d'une combativité dans le contexte de la vague de la révolution mondiale.

Lénine tenta de temporiser avec les Britanniques, en disant qu'il s'agissait là d'un simple préjugé à l'égard du terme de Parti, les *Shop Stewards* ayant par ailleurs un comité national pour diriger le mouvement.

La discussion était cependant d'autant plus difficile que, par exemple, Jack Tanner défendait également le principe comme quoi il ne faudrait pas de directives internationales, chaque regroupement membre de l'Internationale Communiste - y compris sous une forme non politique -, devant avoir toute latitude pour sa propre stratégie, ses propres tactiques. Cela faisait beaucoup.

Pour ajouter à la complication, allant totalement à l'encontre des *Shop Stewards*, le *British Socialist Party* demanda à pouvoir continuer comme fraction au sein du *Labour Party*, ce que Lénine considérait comme tactiquement juste, puisqu'il s'agissait d'une sorte de grand parti syndicaliste, avec 6-7 millions de travailleurs.

Lénine fut entendu : l'Internationale Communiste décida que les communistes britanniques devraient rejoindre le Labour Party si ce n'était pas déjà fait (58 voix pour, 24 contre, 2 abstentions).

Les communistes russes avaient le même positionnement par rapport à l'USPD allemande, qui se rapprochait ouvertement de l'Internationale Communiste et disposait de 800 000 adhérents (11 000 étant même en prison), même s'il existait une aile droite très puissante encore.

Cela était considéré comme intolérable par les gauchistes, David Wijnkoop des Pays-Bas étant furieux de la présence de l'USPD allemande et agressa ouvertement son délégué Ernst Däumig, ce qui aboutit à des insultes avec Radek. Il rejetait tout autant les socialistes français, qui formaient une question toute particulière.

## La question française

La question française fut très importante pour l'Internationale Communiste, tout autant que la question allemande, et même la question italienne. L'objectif assumé était de récupérer les socialistes français dans leur majorité, tout comme d'intégrer l'USPD allemande et les socialistes italiens. C'était là assurer une base de masse.

Le congrès de Strasbourg de la SFIO avait choisi en janvier 1920, par 4300 voix contre 300, de quitter la seconde Internationale. Un autre vote du congrès rejetait par contre, avec 2/3 des voix, l'adhésion à l'Internationale Communiste.

Il s'ensuivit un double mouvement : d'une part des discussions avec l'Internationale Communiste, de l'autre des tractations avec l'USPD allemande, ainsi que les socialistes italiens et suisses, pour une conférence internationale au sujet de la question de l'Internationale en général.

Ludovic-Oscar Frossard et Marcel Cachin allèrent donc à Moscou pour des discussions avec l'Internationale Communiste, assistant à deux sessions de son Comité Exécutif. Finalement, la SFIO décidèrent par 2735 voix et 1632 abstentions de les envoyer assister au second congrès de l'Internationale Communiste.

Ce double positionnement était inacceptable pour l'Internationale Communiste, qui exigeait une purge idéologique et organisationnelle de la part des socialistes français. Les deux délégués reçurent

donc, comme les délégués de l'USPD, de nombreuses remontrances.

Zinoviev constate ainsi au congrès que Marcel Cachin est sincère, un vrai combattant malgré qu'il ait commis des erreurs. Or, Zinoviev constate qu'en 1920, parlant du président américain Wilson, celui-ci le désigne comme le « dernier grand bourgeois », et parle de la « démocratie américaine » comme s'étant opposé aux événements des dernières années.

C'est là du social-pacifisme à la Jean Jaurès, pour Zinoviev, et c'est insuffisant. Pareillement, Zinoviev constate que Ludovic-Oscar Frossard, dans un écrit de février 1920, explique que l'adhésion à l'Internationale Communiste ne changera pas la question des élections et de l'alliance avec d'autres partis. Et Zinoviev de constater, de manière abrupte :

« Ainsi comme vous voyez, on a ainsi la conception que l'Internationale Communiste est une bonne brasserie, où les représentants des différents pays chantent « l'Internationale » et se font réciproquement des compliments.

Après, on se sépare et on continue ses vieilles pratiques.

Nous ne permettrons jamais cette satanée démarche de la seconde Internationale. »

Par la suite, Ludovic-Oscar Frossard, franc-maçon, refusera la bolchevisation et quittera le mouvement dès la fin du second congrès de l'Internationale Communiste, pour rejoindre les socialistes et devenir relativement un collaborateur du régime de Pétain après 1940. Marcel Cachin quittera lui la franc-maçonnerie comme demandé ; directeur de l'Humanité depuis 1918, il le resta jusqu'à sa mort en 1958.

Zinoviev est également outré que dans L'Humanité, telle tendance ait droit à tant d'articles, telle autre à tant d'articles, etc. Ainsi le centre a huit articles, la droite en a trois et la gauche quatre. Zinoviev compare cela à huit gouttes d'eau distillée, trois gouttes de poison et quatre gouttes de lait comme contre-poison.

Il mentionne une autre habitude néfaste :

« Frossard a expliqué avant son départ de Paris : j'aimerais aller à Moscou sans Renaudel. Nous allons avoir une discussion difficile avec les camarades russes ; c'est mieux qu'il reste à la maison.

Mais dans la lettre à ce sujet, monsieur Renaudel est désigné par Frossard comme « notre ami ». Ces manières françaises, nous devons les abolir.

Elles ne sont également pas totalement françaises. Modigliani écrit également à Serrati et Serrati à Prampolini : mon ami.

Cette méthode française et italienne ne peut pas être la nôtre. »

La critique la plus brutale vint d'Aron Goldenberg, qui dénonça que tel représentant des socialistes français ait voté les crédits de guerre, tel autre le budget ayant servi notamment à l'intervention militaire française contre la Russie rouge.

Les socialistes français ne feraient que reprendre la phraséologie révolutionnaire, alors qu'ils ont soutenu la guerre impérialiste jusqu'au bout ; structurellement, c'est un parti de l'aristocratie ouvrière, avec des réformistes petit-bourgeois s'étant enlisés dans leur propre démarche. Cachin et Frossard reflètent la position des socialistes français, qui est de prétendre qu'ils seraient d'accord sur tout avec l'Internationale Communiste, mais ce serait une duperie.

C'était là une ligne gauchiste, Aron Goldenberg passant d'ailleurs dans le camp de l'ultra-gauche à la toute fin des années 1920, alors que l'ouverture très critique des communistes russes aux socialistes français allait porter ses fruits.

## **La question syndicale et celle des pays opprimés**

Il fallut bien trancher au-delà des incompréhensions et des désaccords, et c'est autour de la question syndicale que tout se joua, en rapport avec celle des pays opprimés.

Les deux questions sont liées en raison de la vision du monde de Lénine. Pour celui-ci, il y a une vague révolutionnaire mondiale. Au-delà de la conscience des avant-gardes, il y a donc les masses qui se mettent en branle.

Or, celles-ci peuvent avoir un caractère arriéré sur le plan de la conscience, de l'organisation, etc. Il faut donc savoir les accueillir, même si les formes qu'elles ont adopté sont inadéquates.

C'est pour cela que Lénine entra lui-même dans la bataille pour la question syndicale et la question des pays opprimés, ainsi que pour la question parlementaire qui est à comprendre selon le même angle d'approche.

La question des pays opprimés fut exposée par Lénine dans un rapport. La ligne était la suivante : il fallait soutenir les mouvements bourgeois-démocratiques nationaux, mais bien faire attention à ce que ceux-ci ne s'arrogent pas le contrôle sur les révoltes paysannes.

C'était là une partie de la révolution mondiale. Lénine précisa bien que les pays opprimés n'étaient d'ailleurs pas obligés de passer par l'étape capitaliste ; on a ici le principe de la révolution par étapes, l'étape démocratique d'abord, socialiste ensuite.

L'Italien Giacinto Menotti Serrati s'opposa à une telle perspective ; il considérait que si l'on en arrivait à soutenir tous les mouvements des pays opprimés, indistinctement, on se mettrait potentiellement à la remorque de leur bourgeoisie nationale. Il voyait davantage le soulèvement national comme un outil pratique pour un prolétariat extrêmement faible.

Sur ce plan, Giacinto Menotti Serrati avait une vision arriérée, social-démocratie à l'ancienne, n'ayant pas assimilé la démarche de Lénine. Ce dernier raisonnait en termes de masse et d'enclenchement de séquences révolutionnaires par les masses en mouvement.

Pour la même raison, Lénine souligna le besoin de participer à la bataille dans les syndicats. Il faut saisir ici que dans les pays capitalistes, les syndicats avaient vu le nombre de leurs membres puissamment reculer pendant la première guerre mondiale, pour à la fin de celle-ci, connaître une vaste croissance.

En Angleterre, il y avait 4,5 millions de syndiqués en 1914, pour 6,5 millions désormais. Les chiffres sont passés pareillement de 400 000 à deux millions pour la France, de 450 000 à deux millions en Italie, aux États-Unis de deux millions à 4 millions.

En Allemagne, les syndicats n'avaient en décembre 1918 plus que deux millions de membres ; au moment du second congrès, ils en avaient huit millions, soit à peu près la moitié des masses laborieuses.

Pour les communistes russes, il fallait donc obligatoirement se tourner vers eux alors qu'une nouvelle période s'ouvrait. Les tendances syndicalistes révolutionnaires – les *Shop stewards* britanniques et les *IWW* américaines – ne voulaient pas en entendre parler, ayant une démarche syndicaliste révolutionnaire et voulant que leur propre initiative soit la seule interface révolutionnaire.

La CNT a la même vision des choses, tout comme le KAPD qui lui voit en les conseils la seule forme d'organisation possible.

Les débats furent donc âpres et devant les protestations anglaises et américaines face à la fin des débats quant à cette question, Zinoviev expliqua simplement qu'on allait pas discuter jusqu'à s'évanouir.

Il est à souligner ici que sur les sept personnes intervenues à ce sujet, seulement trois prônaient la position russe. Aux trois Américains et britanniques s'ajoutaient l'Italien, Bombacci, sur une ligne très similaire. Il y avait clairement deux lignes.

Le congrès décida donc de clore les débats, par 50 voix contre 25. Les délégations américaine et anglaise refusèrent alors de participer au vote final quant aux principes généraux de l'orientation de l'Internationale Communiste sur les syndicats, devant ensuite être finalisés en commission. Le Français Ángel Pestaña, lui-même du syndicat CNT, protesta contre l'absence de traduction en français et refusa également de participer au vote.

Lors du vote, il y eut 64 voix en faveur de l'envoi en commission et 13 abstentions.

## **Les 21 conditions**

Le congrès se termine, le 7 août, par une session spéciale commune à l'Internationale Communiste, au Comité Central exécutif russe, au Soviet de Moscou, des syndicats et des conseils d'entreprises. Mais au-delà des documents votés concernant les lignes dans différents domaines, il fut procédé à la mise en place de « conditions » d'appartenance à l'Internationale Communiste.

Ce sont les communistes russes qui en sont à l'origine et le fait de les faire voter est une exigence de reconnaissance de leur statut d'avant-garde sur le plan international.

Les 21 conditions exigent en effet un remodelage complet des organisations existantes, qu'elles aient adhéré ou pas à l'Internationale Communiste, avec une discipline et une centralisation qui, dans les faits, sont étrangers à la tradition social-démocrate d'Europe et ce malgré ses prétentions sur ce plan.

Il va de soi que c'est encore pire pour ce qui ne relève pas de cette tradition, comme les socialistes français avec leur tradition de fédéralisme, leur refus catégorique de la discipline, etc.

Les communistes russes mettent ainsi la pression. Si le premier congrès n'avait pas atteint cette dimension en termes de structuration, l'idée est que, maintenant que l'Internationale Communiste se concrétise, ceux qui veulent en faire partie doivent assumer.

Zinoviev, dans sa présentation des 21 conditions, explique d'ailleurs qu'il ne suffira pas de les accepter pour être « baptisé » communiste. Les choses seront vérifiées.

En ce sens, les 21 conditions sont une offensive très claire contre le « centre », qui affirme rejeter les réformistes, mais sans concrétiser sa démarche au point de réellement rejoindre les communistes.

Dans ses documents du deuxième congrès, l'Internationale Communiste valorise ainsi les 21 conditions en soulignant que c'est un garde-fou :

« L'Internationale Communiste est, d'une certaine façon, à la mode.

Le désir de certains groupes dirigeants du « centre » d'adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale nous confirme indirectement que l'Internationale Communiste a conquis les sympathies de la grande majorité des travailleurs conscients du monde entier et constitue une puissance qui croît de jour en jour.

L'Internationale Communiste est menacée de l'envahissement de groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la II<sup>e</sup> Internationale.

En outre, certains Partis importants (italien, suédois), dont la majorité se place au point de vue communiste, conservent encore en leur sein de nombreux éléments réformistes et social-pacifistes qui n'attendent que l'occasion pour relever la tête, saboter activement la révolution prolétarienne, en venant ainsi en aide à la bourgeoisie et à la II<sup>e</sup> Internationale.

Aucun communiste ne doit oublier les leçons de la République des soviets hongroise. L'union des communistes hongrois avec les réformistes a coûté cher au prolétariat hongrois.

C'est pourquoi le 2<sup>e</sup> Congrès international croit devoir fixer de façon tout à fait précise les conditions d'admission des nouveaux Partis et indiquer par la même occasion aux Partis déjà affiliés les obligations qui leur incombent. »

Ces 21 conditions devinrent la grande actualité du mouvement ouvrier.

## **Les messages du Comité Exécutif après le congrès**

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste fit plusieurs appels après le deuxième congrès.

Il fit ainsi vers le milieu du mois d'août un appel aux ouvriers de France et de Grande-Bretagne, appelant à leur mobilisation contre les chargements de munitions pour la Pologne, qui menait alors des offensives anti-soviétiques.

Il y avait déjà eu des grèves à ce sujet en Grande-Bretagne et le conseil central d'action à Londres avait menacé le premier ministre d'un mouvement plus dur en cas de soutien à la Pologne ou à l'armée blanche de Wrangel.

L'appel de l'Internationale Communiste souligne l'importance de la question :

« La guerre entre la Pologne blanche et la Russie soviétique est une guerre entre la bourgeoisie et le prolétariat du monde entier. Cela est devenu évident pour tout travailleur conscient. L'issue de cette guerre dépend avant tout des actions des travailleurs de Grande-Bretagne et de France. »

Un peu plus tard encore dans le mois, un appel fut fait aux syndicats pour la mise en place d'une Internationale Syndicale Rouge. L'appel dit notamment :

« Travailleurs, membres des syndicats de tous les pays!  
Le travailleur le plus arriéré, l'organisation de travailleurs la plus arriérée, doit maintenant reconnaître que le monde bourgeois tombe en ruines. »

À la toute fin du mois, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste écrivit aux socialistes italiens, reprochant une démarche trop indécise, irrésolue dans la résolution des problèmes posés par la droite dans le Parti. Ce message fut suivi d'une lettre ouverte au prolétariat italien, le 22 septembre 1920.

Il y eut également le même mois un document pour expliquer les accords de paix faits avec la Pologne, un appel aux ouvriers de France à l'occasion du 15<sup>e</sup> congrès de la CGT qui se tint du 27 septembre au 2 octobre 1920, une lettre ouverte aux membres de l'USPD allemande à l'occasion de son congrès qui se tint du 12 au 17 octobre.

Zinoviev participa d'ailleurs à ce congrès, faisant un discours de quatre heures. Le congrès accepta par 236 voix contre 156 l'adhésion à l'Internationale et 300 000 membres de l'USPD rejoignirent de ce fait le KPD (qui avait lui 50 000 membres alors). La majorité des 55 quotidiens et des 81 députés au Reichstag restèrent cependant dans une USPD maintenue qui rejoignit les socialistes en septembre 1922.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste fit ensuite une lettre en octobre 1920 à l'occasion du congrès du KPD. En novembre 1920, il fit un appel aux membres du Parti Socialiste italien et des syndicats en Italie ; on y lit notamment :

« La révolution prolétarienne frappe à votre porte. Vous êtes plus proches de la victoire que les travailleurs de tout autre pays. Il y a en Italie pratiquement à portée de main les prérequis pour une révolution prolétarienne victorieuse.

Les prérequis sont pratiquement tous là, excepté un en particulier : c'est le niveau d'organisation dans vos rangs. Nous ne disons pas que vous n'êtes pas organisés. La classe ouvrière italienne est organisée.

Mais vos organisations ne sont pas homogènes. Des réformistes y ont trouvé place. »

Une lettre fut envoyée encore en novembre 1920 en Allemagne à l'occasion du congrès du KPD,

puis le même mois une autre, signée également par l'Internationale Syndicale Rouge, à la Fédération syndicale internationale (fondée en 1919 et regroupant les syndicats rejetant la révolution russe). Cette lettre consiste en fait en une lettre ouverte, contenant des dénonciations de la Fédération syndicale internationale comme regroupant des syndicats jaunes.

À la toute fin du mois, il y eut une résolution acceptant le KAPD allemand comme parti sympathisant de l'Internationale Communiste. Ce choix fut fait après deux sessions du Comité Exécutif abordant cette question, avec une opposition très forte des directions du KPD et de l'USPD avant que ces organisations ne soient réunies. Le KPD unifié envoya par la suite en janvier 1921 une lettre de protestation, le Comité Exécutif refaisant un vote pour valider cette résolution.

En décembre 1920, le Comité Exécutif envoya une lettre à la SFIO à l'occasion du congrès de Tours, Clara Zetkine y étant la représentante de l'Internationale Communiste. Il y avait 285 délégués avec 4574 mandats ; 3028 voix se portèrent sur l'adhésion à l'Internationale Communiste, contre 1022.

En janvier 1921, le Comité Exécutif envoya une lettre aux Parti Socialiste italien, qui tenait son congrès à Livourne, Khristo Kabakchiev et Karl Radek y étant les représentants de l'Internationale Communiste.

La résolution d'Amadeo Bordiga en faveur des 21 conditions reçut 59 000 voix, celle d'une acceptation sous conditions formulée par Giacinto Menotti Serrati en reçut 98 000, celle de Filippo Turati appelant au rejet en reçut 15 000. L'aile gauche sortit fonder le Parti Communiste et le Parti Socialiste italien fut exclu de l'Internationale Communiste.

Le même mois, le Comité Exécutif fit une résolution au sujet de la conférence de Vienne des partis socialistes, qui se tint du 22 au 27 février avec 80 délégués de 13 pays. Cela donna naissance à l'Internationale dite de Vienne, qualifiée d'Internationale « deux et demi » par l'Internationale Communiste. En décembre 1922, la seconde Internationale l'Internationale dite de Vienne la rejoignit et cela donna naissance à l'Internationale ouvrière socialiste.

En février 1921, le Comité Exécutif fit une résolution sur la démission de cinq membres du Comité Central du KPD, ces membres de la direction de la section allemande reprochant l'Internationale Communiste de trop pousser vers l'avant, notamment en Italie.

Une résolution eut lieu en mars 1921 au sujet de la révolte anti-soviétique de Kronstadt, puis une autre au sujet du soulèvement de mars en Allemagne. La résolution salue le soulèvement et affirme qu'il s'agit d'une expérience sur le chemin de la victoire.

Cet épisode provoqua beaucoup de remous dans le KPD, qui perdit la moitié de ses membres, et en avril 1921 le Comité Exécutif fit une résolution sur l'expulsion des rangs du KPD de son ancien dirigeant Paul Levi.

En mai 1921, le Comité Exécutif fit une résolution au sujet des réparations que devait alors payer l'Allemagne à la suite de la guerre mondiale, expliquant qu'accepter ces exigences aboutirait au suicide économique de 60 millions de personnes. Puis vint l'appel pour le troisième congrès de l'Internationale Communiste.